

Nouvelle journée de manifestations contre la loi «sécurité globale»

D'après le ministre de l'Intérieur, 75 personnes ont été interpellées dont 24 à Paris et 12 policiers et gendarmes ont été blessés.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 14 minutes

Ils ne désarment pas : les opposants à la proposition de loi «sécurité globale», qui pénalise notamment la diffusion malveillante d'images de policiers, ont manifesté de nouveau samedi à Paris et dans plusieurs villes du pays. Ils étaient 34.000 selon la police et 200.000 selon les organisations.

Dans la capitale, un cortège de quelques milliers de personnes a défilé sous une pluie neigeuse en direction de la place de la Bastille, derrière une banderole réclamant le retrait de ce texte, scandant «police partout justice nulle part» et «état d'urgence Etat policier, on nous empêchera pas de manifester!».

La foule ce samedi 16 janvier à Paris. GONZALO FUENTES / REUTERS

Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin a par ailleurs fait état de «75 personnes interpellées dont 24 à Paris» et «12 policiers et gendarmes blessés». «Nos policiers et nos gendarmes ont été une nouvelle fois au rendez-vous pour encadrer les manifestations et interpellier systématiquement ceux qui étaient venus pour casser», a-t-il affirmé.

A Paris, la police a compté 6500 manifestants, contre 15.000 selon les organisateurs.

«Des rassemblements non déclarés avec des camions sonos sont venus rejoindre la manifestation» déclarée, aboutissant à la confiscation de ces camions, a indiqué une source policière à l'AFP. «Trois à quatre camions sonos» étaient présents à proximité de la manifestation, d'après cette source, et leurs conducteurs étaient entendus en fin de journée, libres cependant. Le SNJ-CGT a déploré cette intervention policière.

Gérald Darmanin «s'est félicité publiquement que la police ait empêché une rave-party, mais il n'y a jamais eu de rave-party. Il y avait des militants du monde de la fête qui s'étaient joints à cette manifestation déclarée», a affirmé à l'AFP le secrétaire de ce syndicat de journalistes, Emmanuel Vire. «Ces gens faisaient partie de la manifestation, qui était conforme à ce que nous avons déclaré à la préfecture de police (...) Ils avaient préparé des banderoles pour manifester. C'est dans le sujet de cette mobilisation», a-t-il souligné.

Manifestation à Paris. GONZALO FUENTES / REUTERS

Dans plusieurs villes les «teufeurs» de la mouvance des «free parties» ont en effet décidé de rejoindre le mouvement «pour le droit à la culture» et contre la «répression disproportionnée» lancée après la rave de Lieuron (Ille-et-Vilaine) qui a réuni 2400 personnes au Nouvel an.

Interpellations à Nantes

Ils étaient nombreux notamment au départ de la manifestation de Nantes derrière des banderoles comme «nous sommes tous des organisateurs de raves» ou «L'Etat assassine: vies, cultures, libertés». La police a fait état de trois interpellations après des *«jets d'artifice et de bouteilles en verre sur les policiers»*.

Tensions à Nantes. *SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP*

Gaz lacrymogène et tensions à Nantes. *SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP*

A Strasbourg de nombreux «teufeurs» faisaient partie d'un cortège de plus de 500 personnes.

A Lille aussi le défilé avait un air de technoparade, sous une neige tombant drue. Dans le cortège Lucile Fremaux, surveillante dans un lycée, juge qu'*«avec l'environnement qui est hyper anxigène et les lois que nous sort le gouvernement, ça devient invivable»*. Thimotée Carpentier, éducateur, se plaint qu'il y ait *«un contrôle de plus en plus accru des gens, pas seulement des délinquants, tout le monde peut être fiché»*.

A Lille, samedi 16 janvier. DENIS CHARLET / AFP

«Je manifeste contre ce régime qui se montre de plus en plus radical. C'est une drôle de dictature, on se demande où on va avec cette loi de sécurité... Si c'est ça le pays des droits de l'Homme et de la liberté j'ai honte d'être Français!», rapporte de son côté François, gilet jaune sur le dos, dans la manifestation parisienne.

Près de 80 rassemblements

Près de 80 rassemblements *«pour le droit à l'information, contre les violences policières, pour la liberté de manifester et contre la surveillance de masse»* étaient prévus dans le pays. Ces *«marches des libertés»* se déroulent à l'appel de la coordination d'associations et syndicats mobilisés contre ce texte, qui restreint notamment la diffusion d'images des forces de l'ordre.

Les forces de sécurité en formation ce samedi 16 janvier. *GONZALO FUENTES / REUTERS*

Malgré «*une mobilisation sans précédent pour la défense des libertés, le gouvernement (nous) a opposé une fin de non-recevoir*», regrette, dans son appel à manifester, la coordination. Celle-ci regroupe des associations comme La Ligue des droits de l'Homme et Amnesty, ainsi que de nombreux syndicats et associations, de journalistes et réalisateurs notamment.

Les manifestants tiennent un carton portant le portrait du ministre de l'intérieur Gerald Darmanin à Paris ce samedi 16 janvier. *MARTIN BUREAU / AFP*

La proposition de loi, déjà votée en première lecture à l'Assemblée nationale, doit être examinée en mars au Sénat. «*Les enjeux sont (...) majeurs. Ils touchent au respect même de l'État de droit*» et du contrôle des autorités «*par les citoyens, le Parlement, la justice et la presse*», soulignent les associations, qui ajoutent que «*les mesures de surveillance de la population doivent, elles, demeurer l'exception*». Elles exigent toujours le retrait de plusieurs dispositions, à commencer par l'article 24, qui pénalise la diffusion malveillante d'images de membres des forces de l'ordre. Le collectif, qui demande à être reçu par le président Emmanuel Macron, cible également les articles 21 et 22 sur l'usage des caméras-piétons et des drones par les forces de l'ordre, et du «*nouveau schéma national du maintien de l'ordre*» (SNMO), régulièrement invoqué par les forces de l'ordre pour limiter la couverture médiatique des manifestations.

En parallèle de la manifestation contre la «Loi sécurité globale» se déroulait un rassemblement contre la loi bioéthique organisé par la Manif pour Tous. Des femmes du groupe militant conservateur, vêtues de l'allégorie Marianne de la République française, ont poussé des chariots devant le ministère de la Santé.

Manifestation de la Manif pour Tous devant le ministère de la Santé. *MARTIN BUREAU / AFP*

À voir aussi - Loi bioéthique: La Manif pour tous déploie un «bébé géant» gonflable devant le ministère de la Santé